

EcoCime Sàrl

ATTIVA · GmbH · 1950 Sion · VS

INFORMAZIONI DI BASE

UID	CHE-467.158.872
Indirizzo	Rue des Amandiers 13 1950 Sion
Forma giuridica	GmbH
Capitale	20'000.00 CHF

SCOPO

La société a pour but la fourniture de services de conseil, d'expertise, d'analyse, de conception, d'aide à la décision, d'intégration et d'optimisation des systèmes énergétiques industriels et urbains. Elle contribue notamment au développement de méthodes et de systèmes qui favorisent l'exploitation, la récupération, le stockage et la gestion des énergies renouvelables. Elle peut acquérir, détenir, aliéner, gérer et exploiter des brevets et autres droits de la propriété intellectuelle ainsi que des actifs numériques tels que les cryptomonnaies ou les monnaies complémentaires, dans le cadre d'un modèle économique et social orienté vers l'innovation technologique. La société peut effectuer toutes transactions et conclure tous contrats susceptibles de promouvoir le but que la société s'est fixé et exercer toutes les activités qui sont en rapport directement ou indirectement avec ce but. Elle pourra exercer ses activités aussi bien en Suisse qu'à l'étranger et prendre des participations dans d'autres sociétés ou s'associer à d'autres sociétés. Elle peut constituer des succursales et des filiales en Suisse et à l'étranger. Elle pourra acquérir des biens-fonds, les grever, les aliéner, les louer et les administrer, dans le cadre de son activité commerciale et à l'exclusion d'opérations prohibées par la LFAIE. La société peut, contre rémunération ou non, octroyer des prêts à ses associés ou à des tiers, ou fournir des sûretés de toutes sortes pour couvrir les engagements de ses associés, ou de tiers.

Fonte: dati pubblici da Zefix (Ufficio federale del registro di commercio) e dal Foglio ufficiale svizzero di commercio (FUSC). OnlineInfo.ch offre un accesso indipendente a queste informazioni ma non è un'autorità ufficiale e non garantisce esattezza, completezza o attualità. Per estratti con valore legale, rivolgersi al registro di commercio cantonale competente. Aggiornamento: 03.09.2026.